

Pour sortir du nucléaire

Maîtriser la consommation

●●● **Philippe de Rougemont**, Palézieux
Journaliste, président de l'association romande
« Sortir du nucléaire »

Un rédacteur de la plateforme de débat *Electricité pour demain* affirme que la demande en électricité « va continuer à croître à long terme ».¹ Cette prédiction, si elle se révèle correcte, compromettrait la sortie du nucléaire, même dans le délai très raisonnable fixé par le Conseil fédéral à 2034. Mais *Electricité pour demain* est financée par les industriels de l'énergie, qui ont un intérêt économique à ce que la Suisse continue à augmenter sa consommation d'électricité. Un avis divergent provient de la fondation romande *Sécurité énergétique*, regroupant des élus de tous partis voulant se renseigner sur les perspectives pour une sortie du nucléaire. Selon une étude que la fondation a commandée,² la mise en œuvre du savoir-faire actuel en efficacité énergétique permettrait de se passer de l'énergie fournie actuellement par les centrales nucléaires. Pour tenter de faire le tri entre la possible mauvaise volonté des uns et le possible optimisme forcé des autres, une visite guidée de ces deux horizons s'impose.

Consommation incontrôlable

Selon le premier scénario, la Suisse ne pourra pas se passer de l'apport en énergie nucléaire provenant de Suisse ou importée. Depuis la fin des années '70, la consommation d'électricité a doublé. Selon *économiesuisse*, les groupes énergétiques (FMB, Alpiq, Axpo) et la grande majorité des élus conservateurs, cette tendance à la hausse devrait persister pour de nombreuses raisons : malgré l'introduction d'appareils électroménagers de plus en plus sobres en énergie, la consommation d'électricité continue de croître ; la population résidente augmente et l'utilisation des nouveaux appareils électroniques portables pour les loisirs et la bureautique se répand dans toute la population ; l'utilisation actuellement dominante de pétrole dans les transports pourrait être graduellement remplacée par l'électricité : les transports publics et vélos aujourd'hui, puis, si les progrès technologiques le permettent, les voitures électriques demain ; la même substitution est en œuvre dans le bâtiment où les pompes à chaleur (électriques) remplacent l'installation de chaudières à mazout.

politique

Maintenant que Fukushima a moralement condamné l'industrie nucléaire, le débat est porté sur les moyens de se passer de cette source d'énergie. Au vu des analyses contradictoires sur l'efficacité de ces moyens, autant le dire tout de suite, le débat sur le nucléaire n'est pas clos. Seul élément certain : on ne pourra pas se passer des centrales si nous ne freinons pas notre consommation électrique. Est-ce réaliste ?

1 • www.electricitepourdemain.ch/contenu/consommation-deelectricite.

2 • www.securiteenergetique.ch/etude_w.php.

Lorsque ces contraintes sont invoquées, il est souvent rappelé également que l'installation d'éoliennes, de petites centrales hydrauliques ou de panneaux solaires est retardée ou empêchée par des oppositions de riverains, ce qui renforce l'avis que le nucléaire n'est pas remplaçable.

Le problème de ce scénario haussier est qu'il est souvent invoqué par des représentants de groupes énergétiques qui ont appris à profiter de conditions attractives pour le nucléaire.³ Le développement de l'efficacité énergétique et des sources d'énergie renouvelables, bénéfiques pour le bien public, menace clairement les marges de profit provenant du nucléaire. Prédire une augmentation continue de la consommation d'électricité permet de réhabiliter peu à peu le nucléaire et constitue une forme de prophétie autoréalisatrice : si la demande ne peut pas être maîtrisée, celle-ci va augmenter, rendant la sortie du nucléaire très difficile...

Ce scénario économise des remises en question et des investissements à court terme, mais assure des coûts à la collectivité bien plus élevés à moyen et long termes. L'augmentation continue de la consommation nécessiterait en effet la construction d'au moins une nouvelle centrale nucléaire pour répondre à la demande supplémentaire, puis d'autres réacteurs pour remplacer les cinq centrales actuelles qui devront bientôt être fermées pour cause de vétusté. Cette évolution s'accompagnerait d'une transmission de risques supplémentaires aux générations actuelles et à venir par l'accumulation continue de déchets radioactifs, et d'un risque d'accident majeur, tragiquement rappelé par la catastrophe de Fukushima.

Autre corollaire de ce scénario, le maintien de la dépendance envers les pays exportateurs d'uranium (Australie, Niger, Kazakhstan, Canada, Russie...) et envers les vendeurs de centrales nucléaires (Etats-Unis, France, Corée du Sud). Enfin, l'épuisement des matières premières, dont l'uranium, laisse présager des conflits pour s'accaparer le contrôle des mines encore en fonction.

Ressources abondantes

Il y a décidément des transmissions de risques et de dépendances dont on peut vouloir s'affranchir, malgré les difficultés bien connues pour y parvenir. L'invocation d'une prétendue impuissance face à la difficulté ne rend pas hommage à l'esprit de réalisation collective qui a alimenté des générations d'ingénieurs, d'élus et d'employés pour construire la Suisse d'aujourd'hui.

Comment sortir alors d'une logique de consommation à tout crin ? Pierre Lehmann, physicien suisse devenu antinucléaire, rappelle que la consommation d'électricité a été adaptée aux centrales nucléaires, qui produisent invariablement au maximum de leur capacité tout au long de l'année. Ce courant produit en permanence doit être écoulé pour des raisons de sécurité et de rentabilisation, comme le montre si bien le *Rapport annuel 1968* de la Compagnie vaudoise d'électricité que Lehmann cite : « ...le marché sera caractérisé ces prochaines années par une abondance d'énergie électrique, suite à la mise en

3 • Provisionnement insuffisant pour les coûts de démantèlement des centrales, pour la gestion et la surveillance des déchets sur des millénaires et pour la couverture en assurance responsabilité civile notamment.

service de nouvelles centrales thermiques classiques et nucléaires. De nouvelles dispositions ont été prises pour accroître la consommation... » !

L'époque était à la promotion effrénée du chauffage électrique direct ; on offrait même un tarif plus bas à qui renonçait à tout chauffage complémentaire à bois. « Grâce » à ces efforts, la consommation de courant a augmenté en moyenne de 6 % par an entre 1960 et 1980 et de 2,4 % entre 1980 et 2000. Aujourd'hui, le courant s'inverse. Richard Cowart, un consultant étasunien en réduction de la consommation d'électricité, est mandaté par des parlementaires et des régulateurs des marchés de l'électricité pour les conseiller sur des programmes de réduction de la consommation. Cowart nous apprend que selon une étude du Conseil américain pour l'efficacité énergétique (ACEEE), 19 Etats du pays ont atteint leurs objectifs intermédiaires de maîtrise de la demande d'électricité, sur les 26 qui avaient fixé des objectifs pour 2010. Le Vermont a été le plus efficace. Selon l'agence d'Etat Efficiency Vermont, la consommation d'électricité a diminué pour la troisième année en 2010.

Auparavant c'était la Californie qui servait d'exemple. Un programme mis en place dans cet Etat en 1982 a permis d'aplatir jusqu'à aujourd'hui la courbe de consommation par habitant, alors que les autres Etats de l'union doubleraient la leur pendant la même période. La recette de la Californie ? L'autorité de régulation des fournisseurs d'énergie a mis en place des incitations afin que ceux-ci aident prioritairement leurs clients à diminuer leur consommation (sans perte de confort), au lieu

d'augmenter la production de courant avec des centrales supplémentaires.

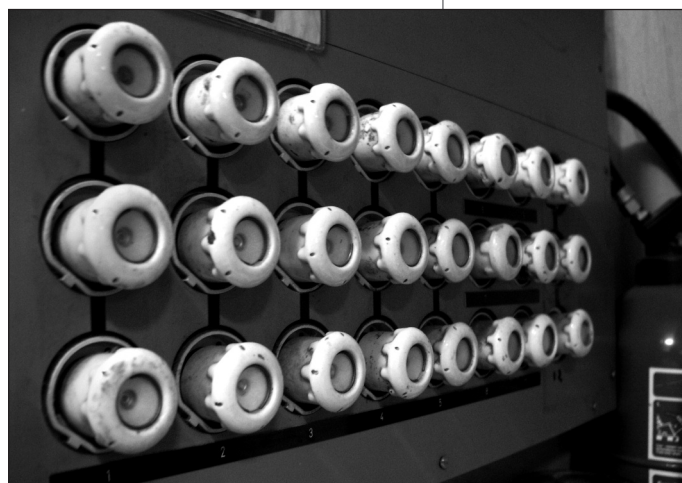
Et en Suisse ? Nous attendons les premiers résultats du programme cantonal genevois éco21 pour la fin de l'année. Si, comme nous nous y attendons, les résultats annoncés sont concluants, un effet d'entraînement sur les autres cantons pourra être attendu.

Gestion de la demande

La politique prioritaire de « gestion de la demande » est moins chère que la « gestion de l'offre » (construction de centrales ou importation de courant). La gestion de la demande recouvre de nombreuses interventions directes de la part des fournisseurs d'électricité auprès des consommateurs. Là où ces mesures ont été mises en œuvre, comme à Genève, les ménages ont par exemple reçu des bons de réduction pour l'achat de multiprises anti *stand-by*, d'ampoules, de réfrigérateurs et autres appareils ménagers à très faible consommation.⁴ Dans d'autres exemples, toute réduction de consommation de la part de ménages par rapport à l'année précé-

politique

Panneau de fusibles



4 • www.eco21.ch/eco21/reprise-electromener.html.

Pédagogie des catastrophes

« Je sens venir une série de catastrophes organisées par nos soins diligents quoique inconscients. Si elles sont assez grandes pour réveiller le monde, pas assez pour tout écraser, je les dirais pédagogiques, seules capables de surmonter notre inertie et l'invincible propension des chroniqueurs à taxer de "psychose d'Apocalypse" toute dénonciation d'un facteur de danger bien avéré, mais qui rap-
porte. »

Denis de Rougemont,
in *L'Avenir est notre affaire* (1977)

dente a été encouragée par un doublement de la somme économisée : pour 50 francs de consommation évitée par le consommateur, le fournisseur a réduit la facture de 50 francs additionnels afin d'augmenter l'effet d'incitation. Des subventions bien placées permettraient de remplacer en Suisse les 200 000 chauffages électriques des particuliers, véritables gouffres à énergie, par de l'isolation thermique et des pompes à chaleur. Cette mesure remplacerait le besoin de la moitié des centrales nucléaires en hiver.

Toutes ces actions sont plus avantageuses par kWh évités que cela coûterait de fournir ces kWh en courant réel. Cependant, compter sur le bon vouloir des consommateurs, ménages et industries confondus, ne suffira pas. Pour obtenir des changements chez l'ensemble des propriétaires et des consommateurs, c'est au niveau réglementaire, tarifaire et législatif que les décisions devront être prises. En votant la fin du nucléaire en Suisse, le Conseil fédéral et les deux chambres du Parlement ont pris une décision de principe, qu'il faudra maintenant transformer en nouvelles lois, règlements d'application et budgets.

Investir dans la maîtrise

La capacité à relever les défis industriels dont la Suisse a su faire preuve durant le siècle passé devrait nous enjoindre aujourd'hui à relever les nôtres au lieu d'invoquer une prétendue impossibilité. Pour construire les centrales hydroélectriques gigantesques, les tunnels transalpins et le réseau dense de chemins de fer, il a fallu dépenser des sommes majeures pour l'époque. Il s'agissait d'investissements structurels effectués dans l'intérêt du pays, pour assurer son décollage.

Aujourd'hui le défi est encore plus vital : il s'agit d'éviter une catastrophe nucléaire et de stopper l'accumulation insupportable de déchets radioactifs dont à l'échelle mondiale personne ne sait que faire. Mais où sont les capitaux nécessaires à la transition énergétique ? Le budget annuel permettant aux particuliers de revendre leur courant renouvelable à un prix justifiant l'investissement est déjà épuisé en janvier. On compte alors sur la souscription volontaire des citoyens au courant vert, surtaxé, pour développer le solaire. Ce n'est ni équitable ni suffisant.

Les sommes provisionnées existent pourtant, ce sont les milliards que les trois groupes énergétiques ont réservés pour la construction des centrales nucléaires prévues avant que Fukushima ne change tout. Ces sommes disponibles pour le nucléaire doivent être affectées au financement des programmes de gestion de la demande. Malheureusement, en dehors d'une intervention des actionnaires publics (villes, cantons) détenant des parts des grands groupes énergétiques, on peut sérieusement douter que les finances prévues pour le nucléaire soient libérées pour assurer l'efficacité de la transition énergétique et pour les énergies renouvelables.

Tout ce dont nous avons besoin pour sortir du nucléaire est à notre portée : savoir-faire et expérience (acquis pour l'instant à l'étranger), finance (les groupes énergétiques et une écotaxe) et levier politique (actionnariat public). Ce qui manque - pour l'instant - c'est la détermination et le courage pour mettre en œuvre ces moyens et sortir de l'erreur nucléaire.

Ph. de R.